

de la Grande-Bretagne et de la France, de la compassion, de la justice et de la droiture. Nous devons certes avoir confiance au résultat, car nous devons triompher. Si nous échouons, la vie ne vaudra plus guère, je le crois, la peine d'être vécue. Si Hitler et sa doctrine conquèrent le monde, la civilisation elle-même disparaîtra probablement, entraînant dans sa ruine les libertés pour lesquelles nos ancêtres ont combattu depuis mille ans. Patrick Henry, un grand patriote américain, a dit un jour :

La vie est-elle si chère ou la paix si douce qu'il faille les acheter en acceptant les chaînes et l'esclavage? Que Dieu nous en garde, Seigneur tout-puissant! Je ne sais pas ce que les autres peuvent choisir, mais, quant à moi, qu'on me donne la liberté ou sinon qu'on me donne la mort!

C'est ce que la Pologne pourrait fort bien dire aujourd'hui, et nous-mêmes à l'unisson avec la Pologne. En effet, si nous perdons cette guerre, c'est que les lumières de la civilisation s'éteignent vraiment. Je crois cependant que nous pouvons répéter avec confiance la prière que Sa Majesté le Roi a exprimée si éloquemment dimanche dernier quand il a dit :

Nous pouvons remettre en toute humilité notre cause entre les mains de Dieu.

N'oublions pas, monsieur l'Orateur, qu'une fois les démocraties vaincues, le Canada serait, de toutes les nations de l'univers, celle qui exciterait le plus la convoitise. N'oublions pas également, qu'en ces temps de progrès rapides dans le domaine scientifique, notre pays est très exposé aux attaques. J'appelais l'attention de cette Chambre, lors de la dernière session, sur les dangers auxquels le Canada serait exposé si l'Angleterre et la France étaient vaincus par quelque nation puissante, ou si, même s'ils n'étaient pas vaincus, l'un des navires de ligne ou autre navire d'un assez fort tonnage portant les couleurs de quelque nation puissante parvenait, après avoir percé le blocus des marines française et anglaise, jusqu'à nos côtes sur l'Atlantique ou sur le Pacifique. J'ai indiqué les dangers qui existent sur le Pacifique, sur l'Atlantique, sur le Saint-Laurent, et plus particulièrement dans la baie James, dont l'extrémité ne se trouve qu'à six cent milles de cette ville. Toutes les villes canadiennes sises entre la ville de Québec à l'est et celle de Winnipeg à l'ouest ne sont qu'à cette distance de l'île Charlton, dans la baie James, et de nos jours, six cent milles n'est pas un bien long trajet à parcourir pour un avion de bombardement.

Voilà donc les dangers qu'encourt le Canada, à mon sens, si nous ne prenons pas des mesures de protection qui s'imposent adve-

[L'hon. M. Manion.]

nant la défaite des démocraties, le théâtre des hostilités pourrait très bien être transporté aux portes même de notre pays, au lieu d'être, comme aujourd'hui, à trois mille milles au delà de l'Atlantique. J'estime que nous ne saurions nous défendre mieux qu'en prenant l'offensive sur ces terres lointaines. Ainsi que je le disais au cours de la dernière session, nous devrions renforcer les mesures de défense chez-nous, car à l'heure actuelle, il est important que nous préparions efficacement notre défense.

Et maintenant, monsieur l'Orateur, après ces quelques brèves observations d'ordre général au sujet des raisons pour lesquelles le Canada entre en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France, j'aimerais, avant de reprendre mon siège et à l'instar de l'honorable représentant d'Algoma-Ouest (M. Hamilton), offrir quelques suggestions, très pratiques, à mon avis, et au sujet desquelles je possède quelque connaissance. Je les soumets d'une façon constructive, et à titre de conseils. Les honorables députés d'Algoma-Ouest et de Compton (M. Blanchette) ont fait allusion à la question très impopulaire des bénéfices excessifs. J'affirme, monsieur l'Orateur, qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de question plus grave et il serait important, tout d'abord, que ce gouvernement vît à enrayer les bénéfices excessifs au cours du présent conflit. J'entends par là les bénéfices déraisonnables et excessifs réalisés par des gens qui profitent de la situation critique dans laquelle se trouvent notre pays et l'empire. Ce n'est pas la première fois que j'exprime cette opinion. Je la répète depuis plusieurs années et il y a exactement un an, je faisais la même déclaration à London et à Toronto. J'exprimais encore cette opinion récemment dans le communiqué que je fis parvenir aux journaux le jour où la Pologne et l'Allemagne entrèrent en guerre, c'est-à-dire deux jours avant la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne et de la France. Il y a de cela une semaine. Je vais profiter de l'occasion pour consigner au hansard cette déclaration, qui est plutôt brève. Voici :

Au cours de la crise actuelle, de même qu'en septembre et en mars derniers, je me suis abstenu de faire des déclarations au sujet de la situation internationale, car j'étais d'avis qu'à cette heure critique dans l'histoire du monde, il incombe non seulement à nos hommes publics, mais à tous, de chercher à unifier et à consolider l'opinion publique au Canada. Garder notre pays uni est le premier de nos devoirs à tous.

Malheureusement la guerre sévit en ce moment entre l'Allemagne et la Pologne, et sans doute l'Angleterre et la France, conformément à leurs engagements, seront forcées de déclarer la guerre pour protéger la Pologne contre le gangsterisme international tel qu'Hitler l'a pra-